

*L'Adresse—M. Benjamin*

Cette idée ne vient pas de moi, monsieur le Président, mais je me permets de rappeler à la Chambre que si l'on ramenait le taux de chômage à 7 ou 7.5 p. 100, le déficit serait effacé en moins de trois ans. Ne perdons pas de temps à discuter du problème de la poule et de l'œuf. Je soutiens que l'on créerait des emplois en empruntant maintenant pour financer des investissements positifs dans des secteurs relevant du secteur public, qu'il s'agisse des chantiers maritimes, des trains de voyageurs ou de toute une série d'autres choses. Monsieur le Président, quand on investit de façon productive dans l'économie des sommes empruntées, cela crée des emplois et fait tourner les entreprises. En retour, les gens paient des impôts, ce qui permet de rembourser les emprunts. Cela a toujours paru très simple au petit campagnard que j'étais.

Réduire les déficits de la façon dont s'y prennent l'actuel gouvernement et avant lui le non-regretté gouvernement libéral, ne fait qu'aggraver le chômage. C'est incontestable et ce ne sont pas les néo-démocrates qui ont inventé ces chiffres.

Nous sommes revenus au point de départ avec la question des taux d'intérêt. Les gens d'affaires seraient stupides d'emprunter à 12, 13 ou 14 p. 100 pour agrandir leurs entreprises, augmenter leurs stocks ou rénover leur matériel. Il serait ridicule de leur part d'emprunter à de tels taux. Pourquoi les chefs de PME devraient-ils emprunter? Le premier ministre (M. Mulroney) et tous ses collègues nous parlent de confiance. Eh bien, la confiance ne crée pas d'emplois. La confiance ne se mange pas et ne s'emprunte pas ni ne se prête. Si l'on abaisse les taux d'intérêt, monsieur le Président, alors la confiance renaîtra chez ceux qui voudraient emprunter pour investir. Les agriculteurs et les pêcheurs obligés d'emprunter pour survivre le font à des taux d'intérêt qui causeront leur perte. Ils vont se ruiner parce que les prix qu'ils obtiennent pour leurs produits ne couvrent pas leurs frais de production. Le député d'Assiniboia vous le dira parfaitement. Et pourtant, son gouvernement aggrave le problème.

Nous devons maîtriser les taux d'intérêt. Il ne faut pas craindre d'augmenter le déficit si c'est à des fins productives. Au moins, le déficit ne servirait pas seulement à payer les intérêts sur d'anciennes dettes; il serait productif. A la fin de la Seconde Guerre mondiale, notre déficit national était le triple de maintenant en dollars actuels. Grâce à un taux élevé de la production et de l'emploi au cours des années 1950, nous avons pu le liquider entièrement.

La hantise des ministériels et des membres des institutions financières de voir baisser la valeur de notre dollar par rapport à la devise américaine constitue un autre problème. Monsieur le Président, comme disait le héros dans *Autant en emporte le vent*, «A vrai dire, Scarlett, je m'en balance!» Et puis après? Qu'importe ce que vaut notre dollar par rapport au dollar américain? Il s'agit de savoir ce que vaut notre monnaie au Canada et ce qu'elle peut nous procurer. Bien franchement, cela me serait bien égal qu'elle baisse encore un peu par rapport à la devise américaine car c'est merveilleux pour la vente de céréales, comme le député d'Assiniboia peut en témoigner. C'est une excellente chose pour les ventes de potasse et de produits forestiers. C'est merveilleux pour le tourisme et la pêche. Les produits que nous importons nous coûtent un peu plus cher, mais peut-être qu'en contre-partie, nos fabricants vont vendre davantage.

Les institutions financières du Canada, de leur côté, crient au désespoir et trouvent terrible que la valeur de notre dollar

faiblisse par rapport à celle du dollar américain. Mais qu'est-ce que cela change? Il vaut aussi moins que le dollar de Fidji, que le dollar de Pango Pango et que je ne sais quelle autre monnaie. Sa valeur a pu augmenter comparativement à celle de la livre britannique. Elle a pu monter ou descendre par rapport à une autre monnaie ou l'autre. C'est comme le type qui a répondu, quand quelqu'un lui a demandé comment était son frère: «En comparaison avec quoi?»

Le gouvernement doit cesser de raisonner ainsi sottement et adopter l'attitude de Louis Saint-Laurent après la Seconde Guerre mondiale et de John Diefenbaker plus tard. Cela n'a duré qu'une année ou deux, une fois, et trois ou quatre ans pendant la guerre. Nous nous sommes fichés comme de l'an quarante de ce que notre dollar valait comparativement au dollar américain. Nous en avons fixé la valeur et nous avons fixé les taux d'intérêt. Nous avons imposé le contrôle des changes. Je n'entends pas par là les \$200 ou \$300 que peut dépenser le ministre des Transports (M. Mazankowski) en une fin de semaine aux États-Unis.

**M. Mazankowski:** Êtes-vous jaloux parce que je ne vous ai pas invité?

**M. Benjamin:** Oui, vous ne m'avez pas encore invité à vous accompagner.

Si le gouvernement se départissait de toutes ces idées folles et retrouvait un esprit d'indépendance, il constaterait que des Canadiens et des investisseurs étrangers ont des milliards de dollars à investir au Canada. Pendant de nombreuses années, nous avons fait entrer des milliards de capitaux étrangers d'investissement, mais ces capitaux ne nous appartenaient pas, ils nous étaient prêtés. La Saskatchewan Power Corporation en est un parfait exemple. En huit ans, elle a emprunté plus de 600 millions de dollars, dont la presque totalité venait de New York, de Suisse ou d'ailleurs. Ces capitaux étaient étrangers. Nous avons électrifié 60,000 exploitations agricoles, et toutes les villes et villages de la province. Les experts prétendaient que c'était impossible. Nous avons accru notre capacité de production. Nous avons remboursé ces emprunts et aujourd'hui, la Power Corporation nous appartient. C'est principalement grâce aux investissements étrangers, monsieur le Président.

Les investissements d'outre-frontière ne doivent pas forcément être du capital-actions. Cela s'est produit trop souvent sous le régime libéral. Il fut un temps où notre économie appartenait presque à 90 p. 100 à des étrangers et nous n'étions plus maîtres chez nous. Je ne suis pas anti-Américain. J'aime bien ma parenté mais je ne veux pas qu'elle vienne s'installer chez moi m'obligeant à vivre dans le garage lorsque c'est moi qui paie l'hypothèque.

• (1600)

Le gouvernement devrait d'abord réduire les taux d'intérêt sans se préoccuper des emprunts et des déficits qui sont productifs, et créer de l'emploi dans les domaines qui relèvent de sa compétence. Il verrait alors qu'une telle attitude redonnerait confiance aux investisseurs privés. Si l'on abaissait les taux d'intérêt, des dizaines de milliers de Canadiens emprunteraient pour bâtir une maison ou en rénover une autre.